

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

**M. Tom Wappel (Scarborough—Ouest):** Madame la Présidente, j'ai été ici toute la journée à écouter avec une profonde attention les discours qui y ont été prononcés, et particulièrement celui que vient de faire le député. J'ai examiné le très long projet de loi C-11 qui se compose de trois articles en tout et pour tout. Ce que j'ai noté d'intéressant à propos de cette mesure, c'est à quel point elle est simple en apparence par rapport à l'ampleur de ce qu'elle fait et de ce sur quoi elle est fondée.

Par exemple, à l'article 2, nous voyons que le gouvernement veut obtenir tout simplement 24,8 milliards de dollars. Pour quoi? Pour la réalisation de travaux publics et à des fins diverses. Voilà une formule très générale et nébuleuse que cette réalisation de travaux publics et ces fins diverses. Nous a-t-on jamais dit en quoi consistaient ces travaux publics et ces fins diverses? Je suppose que oui. Dans le budget que le gouvernement nous a présenté, ou devrais-je plutôt dire, annoncé à la télévision au lieu de le révéler à la Chambre des communes, il nous a dit quels allaient être ses plans. Aujourd'hui, à la faveur des interpellations et des questions qui ont fusé au cours du débat sur le budget, presque tous les orateurs, les chahuteurs et ceux qui ont posé des questions du côté ministériel ont passé beaucoup de temps à nous parler des péchés passés de nos collègues des gouvernements libéraux précédents.

Là n'est pas la question. Il ne s'agit pas de savoir qui a causé le problème ou le déficit, mais quelle va être la solution et comment résoudre le problème. Nous reconnaissons tous qu'il faut mettre de l'ordre dans nos affaires. Aussi la question que se posent les Canadiens est, très simplement, celle de savoir si le gouvernement actuel a été honnête avec eux au sujet des affaires financières du pays et du programme qu'il se propose de mettre en oeuvre pour s'en occuper. Je réponds non. Je le dis parce que les Canadiens doivent se poser une série de questions fondamentales à propos du programme financier du gouvernement actuel et de l'utilisation qu'il va faire de tous ces milliards au cours de l'année prochaine.

A-t-on dit aux Canadiens, avant novembre 1988, que la dette nationale était énorme et que le déficit était insupportable? Non, on ne leur a pas dit. En fait, le premier ministre (M. Mulroney) s'est plaint que les gens ne l'écoutaient pas. Qu'a-t-il dit au juste? Nous l'écou-

tions. Le premier ministre et le ministre des Finances (M. Wilson) nous ont fait un tableau très rose de la situation. Le premier ministre disait: «Nous nous sommes attaqués au déficit.» «Nos promesses»—et à cette époque elles totalisaient environ 15 milliards—«sont toutes compatibles avec le plan financier de Michael Wilson. Chaque sou a été compté.» Nous avons entendu cela plusieurs fois.

Parlant du programme de garderies proposé par le gouvernement, qui atteignait alors 6,4 milliards, le premier ministre disait: «C'est un programme que la nation peut se permettre dans les circonstances financières actuelles et qui entre dans le cadre budgétaire que nous nous sommes fixé.» Quelques jours avant les élections, répondant à un article de presse selon lequel le déficit allait augmenter, le ministre des Finances (M. Wilson) disait que ce n'était pas exact et affirmait que le ministère des Finances n'avait pas de prévisions montrant une augmentation du déficit. Vu le budget et vu la demande d'argent du gouvernement pour payer ce qu'il veut faire, nous savons que ces prévisions n'étaient pas vraies. Nous savons que les conservateurs n'étaient pas francs avec les Canadiens.

• (1730)

Pendant la campagne électorale, le gouvernement nous a-t-il dit que 45 p. 100 de la dette publique, soit 145 milliards de dollars, avaient été accumulés depuis 1984? La réponse est non. Pendant un des discours antérieurs, nous avons entendu un député lancer des sarcasmes à une députée de notre côté qui faisait son discours sur ce point. Nous a-t-on dit qu'au cours des quatre dernières années le gouvernement conservateur avait relevé les taxes et les impôts 25 fois? Non. Nous a-t-on dit que le gouvernement se retirerait complètement du régime d'assurance-chômage, comme il l'a proposé dans le budget, obligeant ainsi les travailleurs et les employeurs canadiens à payer davantage pour financer ce régime à eux seuls?

Nous a-t-on dit que VIA Rail serait massacrée de cette façon? Nous a-t-on dit que le gouvernement conservateur prouverait son engagement à l'égard de la défense par des actes aussi courageux que des compressions budgétaires et des fermetures de bases?